

## ROUMANIE

---

### RATIFICATION DE LA CONVENTION DE GENÈVE DE 1906

« Le premier soussigné déclare avoir remis et le second soussigné déclare avoir reçu, pour être déposé dans les archives de la Confédération suisse, l'acte de la Roumanie portant la ratification de la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, du 6 juillet 1906.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, en un seul exemplaire, dont une copie, certifiée conforme, sera transmise par la voie diplomatique à toutes les puissances qui ont été représentées à la Conférence internationale de Genève,

Fait à Berne, le 3 août 1911.

*L'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire*

*de S. M. le roi de Roumanie,*

B. CANTACUZÈNE.

*Le vice-président du Conseil fédéral suisse,*

L. FORRER. »

---

## SAXE

---

### STATUTS DE LA SOCIÉTÉ SAXONNE DE LA CROIX-ROUGE

DU 19 MAI 1909

Nous avons publié, en octobre 1908<sup>1</sup>, les statuts, révisés en 1888, de la Société saxonne de secours aux blessés, dont les statuts primitifs remontaient à la date de fondation, soit à 1866. L'année qui

---

<sup>1</sup> Voy. T. XXXIX, p. 308.

a suivi cette publication dans le *Bulletin*, ces statuts étaient à nouveau remaniés.

Comme c'est un des rôles qu'il appartient à notre *Bulletin* de jouer, selon nous, d'être une sorte d'annuaire officiel, de code international de la Croix-Rouge, de constituer un recueil tenant au courant les Comités centraux des documents législatifs intéressant la Croix-Rouge, des bases légales et statutaires sur lesquelles l'œuvre repose en tous pays, ainsi que des changements qui se produisent dans ces bases, nous donnons ci-dessous la traduction de ces nouveaux statuts.

#### PRÉLIMINAIRES.

##### (Résumé.)

Sous le nom de « Société de secours aux soldats malades et blessés à la guerre », a été fondée, à Dresde, en 1866, une association qui avait pour but de rassembler, déjà en temps de paix, au sein du royaume de Saxe, les moyens de venir efficacement en aide aux blessés et malades de la guerre.

Le 11 juin 1866, la société ainsi constituée recevait le droit de corporation et était inscrite comme telle dans le registre des corporations.

Le 2 décembre 1899, la Société décida de prendre dorénavant le nom de « Société de la Croix-Rouge du royaume de Saxe », décision qui reçut la consécration du Ministère de l'intérieur.

Reconnue comme organe d'assistance du service sanitaire officiel, elle fut autorisée, en conformité de la loi impériale du 22 mars 1902 et de son règlement d'exécution du 7 mai 1903, à adopter le signe de la croix rouge sur fond blanc comme emblème distinctif de son activité. Le 22 juin 1903, la reconnaissance de la Société comme service auxiliaire fut renouvelée, et dès lors toutes les sections nouvelles peuvent solliciter du ministère royal de la guerre le droit d'user du signe de la Croix-Rouge.

#### STATUTS DU 19 MAI 1909 APPROUVÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

LE 29 MAI 1909

##### I. Nom et siège de la Société.

ARTICLE PREMIER. — La Société porte le nom de « Société régionale de la Croix-Rouge du royaume de Saxe » et se sert, pour désigner son activité, de la croix rouge sur fond blanc dans ses écrits, ses timbres et ses sceaux. Elle a la personnalité juridique dans le sens de l'article 10 de la loi saxonne sur la personnalité civile, du 15 juin 1868, et, comme telle, elle est inscrite au registre des sociétés du Tribunal royal de Dresde.

Elle a son siège à Dresde.

## II. But de la Société.

ART. 2. — La Société a pour but, dans le royaume de Saxe :

### 1. — *En temps de guerre.*

- a) De seconder le service sanitaire officiel dans la mesure des prescriptions législatives en vigueur pour l'assistance volontaire à la guerre, et d'accomplir les tâches qui lui incombent de ce chef.
- b) Dans les guerres, dans lesquelles l'Allemagne n'est pas engagée, de porter secours aux blessés et malades des armées belligérantes, en conformité de la Convention de Genève du 22 août 1864 et de celle du 6 juillet 1906, ainsi que des dispositions ultérieures qui pourront modifier ou compléter ce pacte, cela au moyen d'envoi de personnel et de matériel (assistance internationale des neutres).

### 2. — *En temps de paix.*

- a) De prendre les mesures et dispositions nécessaires pour accomplir et réaliser la tâche spécifiée sous la lettre a) du chiffre 1 ci-dessus et d'une manière générale d'entreprendre ou de seconder toute activité propre à développer les préparatifs en vue de la guerre.
- b) De prêter son assistance, pour autant que l'Etat n'y pourvoit pas lui-même, à tous ceux qui subissent encore les suites des blessures reçues ou des maladies contractées à la guerre.
- c) De venir en aide, dans la mesure des moyens dont elle dispose, dans tous les cas de catastrophes et de désastres publics.

## III. Membres.

ART. 3. — Ne peuvent être membres de la Société que les personnes capables d'activité et jouissant de leurs droits civils ; les personnes juridiques peuvent également être admises dans la Société.

Les candidats doivent s'engager à se conformer aux statuts et à payer une cotisation annuelle d'au moins 3 Mk. ; en ce qui concerne les personnes juridiques, une déclaration dans ce sens doit être faite par leurs organes directeurs.

La responsabilité des membres n'est pas engagée au delà de 3 Mk. par an.

Ceux qui veulent devenir membres de la Société doivent s'annoncer directement à la Direction ou au président de la section dans la circonscription de laquelle ils ont leur domicile ou leur résidence. Ils ont à déclarer s'ils veulent être membres actifs ou non. Les personnes juridiques ne peuvent être que membres passifs.

Le président de la section doit communiquer la candidature à la Direction de la Société en vue de la décision à prendre.

Le président de la Direction statue sur chaque cas. L'envoi de la carte de membre, accompagnée de la reproduction des statuts, fait preuve de l'admission.

ART. 4. — Les membres sont actifs ou passifs.

Les membres actifs sont ceux qui s'engagent à payer une cotisation annuelle et à rendre des services personnels ; les membres passifs sont ceux qui ne font que payer une cotisation annuelle.

Tout membre de la Société a le droit de prendre part à toutes les assemblées générales, et d'y exercer son droit de vote.

En ce qui concerne les personnes juridiques, ces droits sont exercés par leurs organes directeurs. La carte de membre sert de carte d'identité ; les personnes juridiques doivent pouvoir justifier du pouvoir de les représenter conféré à leur délégué.

ART. 5. — Tout membre est libre de quitter la Société en tout temps. La démission doit être donnée par écrit, et adressée à la Direction de la Société, ou à la section dont le membre démissionnaire fait partie. Les personnes juridiques doivent faire cette déclaration au moyen de leurs organes ; en outre, leur qualité de membre se perd par leur dissolution. Les membres démissionnaires sont tenus de payer la cotisation de l'année courante. Ils doivent rendre leur carte de membre.

La Direction peut prononcer l'exclusion des membres qui, malgré une sommation écrite, restent en retard dans le paiement de leurs cotisations. L'exclusion des membres qui sont des personnes physiques doit être prononcée lorsque ceux-ci perdent leur capacité civile, ou leur capacité d'action.

#### IV. Organisation et représentation de la Société.

ART. 6. — La Société embrasse comme société régionale tout le territoire du royaume de Saxe. Il est loisible de constituer des sections par la réunion de membres. Les dispositions des articles 16 à 25 régissent ces sections.

Les relations de la Société vis-à-vis de la Société des dames de la Croix-Rouge (*Albertverein*) sont réglées par une convention spéciale.

##### 1. — Direction.

ART. 7. — A la tête de la Société est une Direction. Celle-ci se compose :

- a) De douze membres choisis par l'assemblée générale, dont trois au moins habitent Dresde et un Leipzig.
- b) De douze autres membres au plus, qui sont choisis par les membres désignés sous lettre a). La Direction est autorisée, en cas de besoins extraordinaires, à s'adjoindre encore d'autres membres.

La Direction se constitue elle-même. Elle choisit dans son sein un président, un vice-président, un trésorier, et un secrétaire. Ces quatre membres remplissent leurs charges, pendant tout le temps pour lequel ils ont été élus membres de la direction et en tout cas jusqu'à une nouvelle élection statutaire.

Le choix du président doit être confirmé par le ministère royal de l'intérieur.

La Direction reste libre de nommer un vice-trésorier, un vice-secrétaire, ainsi qu'un administrateur des dépôts.

Les noms des membres de la Direction, une fois cette dernière constituée, doivent être communiqués au ministère de l'intérieur. Lorsque le choix du président a été approuvé par le ministère, la composition de la Direction doit être publiée une fois dans le *Dresdener Journal*. Cette publication sert de légitimation au président, et aux vice-présidents, dans le sens de l'article 14 de la loi saxonne du 15 juin 1868.

Au sein de la Direction fonctionnent les subdivisions suivantes, destinées à lui faciliter le travail et lui fournir des conseils : le Comité directeur, la commission exécutive, la commission juridique, la commission d'administration, la commission des finances, la commission des colonnes et celle de la mobilisation. La Direction est libre de créer d'autres subdivisions. Ces commissions entrent en activité à la demande du président, ou d'un commun accord.

Les frais de voyage entrepris par les membres de la Direction pour représenter la Société leur seront payés (provision journalière et frais de transport), conformément à l'ordonnance sur les frais de voyage encore en vigueur.

ART. 8. — Le choix des membres de la Direction prévu à l'article 7, alinéa 1a) a lieu dans les assemblées générales ordinaires par bulletins de vote et en un seul tour de scrutin, de telle sorte que le bulletin porte autant de noms qu'il y a de membres à élire. Les personnes physiques seules sont éligibles.

Dans le premier tour de scrutin sont nommés ceux qui ont obtenu la majorité des voix. Si un nombre suffisant d'élus n'obtiennent pas la majorité, il sera procédé à un second tour de scrutin. Sont élus ceux qui ont obtenu alors le plus grand nombre de voix. Le sort décide entre ceux qui ont obtenu le même nombre de voix.

Si le vote à mains levées est demandé, et qu'il n'y ait pas d'opposition dans l'assemblée, le vote peut avoir lieu de cette manière.

Le choix du président (art. 7, al. 2), est fait pour une durée indéterminée. Les autres membres sont élus pour huit ans, à moins de dispositions contraires, de telle sorte que le quart des membres de la Direction, nommés en conformité de l'article 7, alinéa 1, sorte à chaque assemblée générale. L'ordre de sortie est fixé au besoin par le sort.

Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

A la place d'un membre qui démissionne avant l'expiration de son mandat, les membres de la Direction doivent en choisir un autre, ce dernier n'est nommé que pour le temps restant à courir.

Pendant une période de guerre, les membres de la Direction conservent leur charge malgré l'expiration du temps de leurs fonctions. Ceux qui devraient normalement sortir restent en charge jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire, qui doit être convoquée après la terminaison de la

guerre. Ce n'est que dans cette assemblée que de nouvelles élections peuvent avoir lieu.

ART. 9. — Les affaires suivantes doivent faire l'objet des délibérations de la Direction *in pleno* :

1. Appel de nouveaux membres à la Direction.
2. Elaboration ou modification d'une ordonnance pour le travail, ou d'un règlement financier pour la Direction.
3. Exclusion des membres de la Société.
4. Approbation définitive du rapport.
5. Examen des comptes annuels.
6. Confection du projet de budget à présenter à l'assemblée générale.
7. Décision à prendre sur des dépenses dépassant la somme de 300 Mk., ainsi que sur les paiements à faire au « Comité régional des associations de la Croix-Rouge saxonne ».
8. Appel et renvoi d'employés de la Direction.
9. Choix des membres de la Direction à déléguer au sein du Comité régional des associations de la Croix-Rouge saxonne.
10. Examen du rapport et des comptes du Comité.

Pour la validité des délibérations de la Direction, la présence du président ou du vice-président et d'au moins six membres en sus est nécessaire.

Les décisions sont prises à la simple majorité des membres présents ; en cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

La Direction a le droit d'appeler à ses séances des représentants des sections, avec voix consultative.

Un procès-verbal doit être dressé de toute séance de la Direction ; ces procès-verbaux doivent être signés par le président et un second membre de la Direction.

## 2. — *Le président.*

ART. 10. — Le président dirige les affaires de la Société. Il a le droit de prendre seul des décisions pour autant qu'il n'est pas limité par les prescriptions des articles 9 et 15. Il a le droit et l'obligation, en cas d'urgence, de prendre même seul ces décisions dans les cas où, d'ordinaire, la décision doit être collective ; dans ce cas, cependant, il doit en donner connaissance à la Direction dans sa plus prochaine séance et obtenir sa ratification.

Il représente la Société judiciairement et extrajudiciairement. Il doit signer toutes les pièces qui émanent de la Société, ou les faire signer en son nom par le vice-président, il doit pourvoir du timbre ou même du sceau de la Société tous les écrits qui comportent une obligation sociale. Il doit, dans la règle, vérifier également l'exactitude des comptes à payer par la Société sur l'indication que lui en donne en même temps le trésorier. Il préside en outre et dirige les délibérations dans les séances de la Direction et les assemblées générales ; il décide de l'admission de nouveaux membres. Enfin, il a le droit de remettre au vice-président le soin de s'occuper lui-même de certaines affaires.

Le droit et l'obligation qu'il a de convoquer des assemblées générales extraordinaires sont régis par l'article 15, alinéa 2.

Les pièces revêtues du timbre ou du sceau de la Société établissent, en outre, la qualité en laquelle le signataire a signé.

### 3. — *Le vice-président.*

ART. 11. — Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement de ce dernier, il possède alors toute la compétence du président sans restriction. Il a le droit de liquider seul et de son chef les affaires dont le président lui a remis le soin.

### 4. — *Le trésorier et la gestion des finances sociales.*

ART. 12. — L'administration générale de la fortune sociale et la gestion de la caisse incombent au trésorier sous la direction du président. En particulier, il donne valablement quittance pour tous les paiements faits à la Société, il tient les livres et les comptes, il dresse le compte rendu financier de l'année et le remet au président, il conserve la fortune sociale.

Les fonds que possède la Société doivent être placés en valeurs de père de famille.

Le trésorier ne peut faire des paiements que contre quittances signées par le président, ou contre remise de comptes et de quittances qui ont été vérifiés par le président ou par un mandataire désigné par lui.

L'exercice annuel correspond avec l'année civile. Les comptes et les livres doivent en conséquence être arrêtés au 31 décembre de chaque année. Un compte rendu financier de l'année doit être dressé, avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante, par le trésorier avec l'aide des employés de la Direction, et être remis au président. Celui-ci à son tour le soumet aux reviseurs de comptes et sur le vu du rapport de ces derniers doit faire prendre une décision provisoire par la Direction.

### 5. — *Le secrétaire.*

ART. 13. — Le secrétaire rédige les procès-verbaux des séances de la Direction et des assemblées générales pour autant que le président n'a pas désigné à cet effet un secrétaire particulier.

### 6. — *Assemblées générales.*

ART. 14. — La direction suprême de la Société appartient à l'assemblée générale.

La convocation de l'assemblée générale se fait par une annonce publiée dans le *Journal de Dresde* une semaine au moins d'avance, avec indication sommaire de l'ordre du jour.

Des convocations spéciales doivent d'ailleurs être adressées aux comités des sections.

La publication de la convocation dans le *Journal de Dresde* suffit pour la régularité de la convocation.

Chaque assemblée générale est valablement constituée, une fois la convocation régulièrement faite (sauf le cas de l'article 23) et sans égard au nombre des membres présents.

Les décisions sont prises à la simple majorité des voix des membres présents, pour autant que les articles 22 et 23 n'en décident pas autrement; en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le procès-verbal de chaque assemblée générale principale doit être dressé; il doit être lu de suite et signé par le président et par deux membres présents à l'assemblée.

ART. 15. — Tous les deux ans, une assemblée générale ordinaire doit être convoquée. Ses compétences sont les suivantes :

1. Choisir les sept membres de la Direction prévus à l'article 7, alinéa 1 a).
2. Elire les deux vérificateurs des comptes et leurs remplaçants.
3. Approuver le rapport annuel.
4. Statuer sur l'exactitude des comptes, aussi bien ceux de la Société que ceux du Comité des associations de la Croix-Rouge du royaume de Saxe.
5. Statuer sur le projet de budget d'après les prévisions de recettes et de dépenses présentées par la Direction.
6. Nommer les membres d'honneur de la Société.
7. Délibérer sur les conventions à passer avec les autres sociétés.
8. Délibérer sur les propositions des membres de la Société, pour autant que celles-ci ont été déposées trois jours avant l'assemblée générale, par écrit, auprès de la Direction et que l'auteur a réclamé expressément la délibération de l'assemblée générale.
9. Délibérer sur la modification des statuts et la dissolution de la Société.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées quand le président le trouve nécessaire. Elles doivent l'être lorsque la Direction a pris une décision à cet effet, ou lorsque la demande en est faite par écrit auprès de la Direction par au moins cent membres.

Après la mobilisation de l'armée, il n'y aura pas d'assemblée générale ordinaire pendant toute la durée de la guerre. En revanche, après la terminaison de la guerre, soit dans les six mois au plus tard après la conclusion de la paix, une assemblée extraordinaire doit être convoquée, à laquelle un court rapport sur l'activité pendant la guerre et un compte rendu financier provisoire doivent au moins être présentés.

Au surplus, les assemblées générales extraordinaires ont le droit de délibérer sur les mêmes objets que ceux prévus à l'alinéa 1.

## V. Sections.

ART. 16. — Les membres de la Société peuvent avec l'assentiment de la Direction et après en avoir obtenu l'approbation du ministère de la guerre, se constituer en sections soit dans des localités isolées, soit dans des arrondissements plus grands.



ART. 17. — Les sections ont pour tâche :

1. De favoriser l'accomplissement des buts poursuivis par la Société selon leurs ressources et en utilisant les circonstances locales, d'éveiller l'intérêt pour l'œuvre commune, de favoriser et développer en particulier les formations sanitaires de l'assistance volontaire et de les rattacher aussi étroitement que possible à la section.
2. D'exécuter les décisions de la Direction en vue de la préparation à la guerre ou de veiller à leur exécution.
3. En temps de paix ou en cas de nécessité spéciale, d'entreprendre la création ou la direction d'organisations propres à réaliser le but social.

ART. 18. Les sections choisissent leurs présidents et les membres de leurs comités.

Communication doit être donnée de suite à la Direction de la Société du nom du président et des membres du comité.

La désignation de président doit être confirmée par la Direction.

ART. 19. — Les sections doivent percevoir les cotisations des membres de la Société qui habitent dans leurs circonscriptions.

Le quart de ces contributions est acquis à la section pour couvrir les frais d'administration. Les trois autres quarts doivent être envoyés au plus tard à la fin du mois de janvier de l'année suivante, au trésorier de la Société avec un compte rendu complet des recettes et des dépenses.

Les autres recettes appartiennent en propre à la section qui peut en disposer librement pour l'accomplissement des tâches spéciales qui lui incombent d'après l'article 17.

ART. 20. — Les représentants des sections sont, au moins tous les deux ans, convoqués par la Direction de la Société pour une délibération commune. Chaque section y est représentée par un délégué.

ART. 21. — Chaque section doit élaborer des statuts et les soumettre à l'approbation de la Direction de la Société. L'approbation est refusée lorsque les statuts ne sont pas en harmonie avec ceux de la Société.

En outre, chaque section est tenue d'envoyer, au plus tard à la fin de février, à la Direction, un rapport sur l'exercice écoulé.

## VI. Modification des statuts.

ART. 22. — Une modification des statuts ne peut être votée que par une assemblée générale et doit être acceptée par les deux tiers des membres présents. Cette décision doit recevoir l'approbation du ministère de l'intérieur.

Pour diminuer ou élever le taux de la cotisation annuelle, une décision prise à la simple majorité des membres présents suffit. Il en est de même de ce qui concerne la part des contributions annuelles à envoyer au trésorier de la Société.

## VII. Dissolution de la Société.

ART. 23. — La dissolution de la Société ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet, qui devra réunir la présence de 300 membres au moins, et dans laquelle la moitié au moins des sections devra être représentée. En outre, la majorité des trois quarts des membres présents est nécessaire pour la validité de la décision de dissolution. Si la première assemblée générale convoquée dans ce but ne peut valablement délibérer, et si la proposition tendant à la dissolution de la Société n'est pas retirée, la décision sur cet objet est renvoyée à une nouvelle assemblée générale, qui doit être convoquée de suite; elle ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, sans égard au nombre de ces derniers.

L'assemblée générale ainsi convoquée statue sur l'emploi à faire, lors de la dissolution, de la fortune sociale; l'utilisation de ce fonds ne peut toutefois avoir lieu que dans un but d'utilité publique.

Dans l'assemblée générale, qui doit statuer sur la question de la dissolution de la Société, d'autres objets ne peuvent pas être portés à l'ordre du jour.

## VIII. Disposition transitoire.

Tant que le nombre des membres, qui ont appartenu à la Direction de la Société, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 1909, dépasse le chiffre de 24, ce chiffre sera maintenu après l'entrée en vigueur des présents statuts. Si un membre de la Direction quitte cette dernière, il n'y aura lieu à pourvoir à son remplacement, si l'article 7, alinéa 1 b) n'en dispose pas autrement, que si le membre sortant refuse sa réélection, et que le nombre des membres de la Direction soit inférieur à 24.

## IX. Disposition finale.

Les présents statuts entreront en vigueur, dès qu'ils auront reçu l'approbation du ministère de l'intérieur, et qu'ils auront été publiés dans le registre des sociétés. Seront abrogés en même temps les « nouveaux statuts » du 16 novembre 1888 et leur complément du 2 décembre 1899.

*Dresde, 19 mai 1909.*

*La Direction de la Société régionale de la  
Croix-Rouge du royaume de Saxe.*

D. Comte VITZTHUM.

Le 29 mai 1909, le ministère de l'intérieur a approuvé ces statuts.